

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ DE FOURNITURE PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE

**Création de deux espaces sportifs de fitness et de Cross-Training connectés
sur le pôle universitaire d'Alençon – Campus de Damigny**

N°2025950MAFO044

Université de Caen Normandie
Direction de la commande publique
Esplanade de la Paix
CS 14032
14032 CAEN CEDEX 5

CROUS NORMANDIE
135 boulevard de l'Europe
CS 81816
76042 ROUEN CEDEX

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat	4
1.1 - Contexte	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique.....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir	4
1.3 - Prestations annexes.....	7
1.3.1 - Garantie des prestations.....	7
1.3.2 - Maintenance des prestations	8
1.4 - Variantes.....	8
Article 2 - Localisation et temporalité	8
2.1 - Lieux d'exécution.....	8
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction	8
2.2.1 - Date de démarrage	8
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation	8
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents.....	8
Article 3 - Dispositions générales du contrat	9
3.1 - Type d'accord-cadre	9
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires	9
3.2.1 - Marché complémentaire	9
3.2.2 - Prestations similaires	9
3.3 - Exclusions	9
3.4 - Pièces contractuelles	9
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité	9
Article 5 - Prix	10
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
5.2- Modalités d'actualisation des prix	10
5.3- Modalités de révision des prix	10
Article 7- Avance	10
Article 8- Modalités de règlement des comptes.....	10
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement	10
8.3 - Délai global de paiement.....	11
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants	12
Article 9 - Clause environnementale	12

Article 10 - Pénalités.....	12
10.1 - Pénalités de retard	12
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé	13
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles	13
Article 11 - Clause de réexamen.....	13
Article 12 - Circulation des pièces administratives	13
Article 13 – Constations de l'exécution des prestations.....	13
13.1 - Vérifications.....	14
13.2 - Décision après vérification	14
Article 14 - Assurances	14
Article 15 - Résiliation du contrat.....	14
15.1 - Conditions de résiliation.....	14
15.2 - Arrêt des prestations	14
Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
Article 17 - Règlement des litiges et langues	15
Article 18 - Dérogations.....	15

Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Contexte

La présente consultation fait l'objet d'un groupement de commandes pour les établissements suivants : l'Université de Caen Normandie et le CROUS Normandie. L'Université de Caen Normandie est chargée de la procédure, y compris la notification, au nom des membres du groupement.

L'Université de Caen Normandie et le CROUS Normandie aménagent **deux espaces sportifs de fitness et de bien-être connectés en extérieur** sur le pôle universitaire d'Alençon, campus de Damigny.

- **Espace #1** : Plateau sportif de fitness et de Cross-Training associé à une application mobile de coaching sportif et composé de différentes gammes d'équipements dédiés à une pratique physique complète adaptée à tous les niveaux.
- **Espace #2** : Aire d'activités physiques et de bien-être animées par des coachs virtuels, équipée d'une borne digitale interactive

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une dégradation technique et économique des offres.

En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique

1.2.1 - Définition du besoin à couvrir

Plateau sportif #1 : Plateau sportif de fitness et de Cross-Training associé à une application mobile de coaching sportif

L'aire sportive de fitness et Cross-Training connectée sera constituée d'un agencement de différents équipements, dédiés à une pratique physique complète accessibles à tous les niveaux de pratique :

- 2 stations de Cross-Training 4 faces associées à une application de coaching sportif
- Des steps de motricité (x3) et des plints de pliométrie (x6)
- 2 couloirs sportifs de design actif, dédiés à la réalisation d'exercice de bondissement, de vitesse et d'accélération
- Un panneau d'affichage et d'informations, contenant des éléments normatifs relatifs à la bonne utilisation des équipements, ainsi que le logo et les coordonnées de

l'Université de Caen Normandie, du CROUS Normandie et du Conseil départemental de l'Orne.

- Mobilier urbain : Un vestiaire pour le rangement des effets personnels des usagers et un banc (pour l'aide au change, le laçage de chaussure...)

DESCRIPTIF DES STATIONS DE CROSS-TRAINING 4 FACES

Les stations de fitness et Cross-training seront composées chacune de 4 agrès fixés à la structure, et permettant la réalisation d'exercices multiples sur un même équipement. L'agencement des agrès des stations permettra une utilisation simultanée par plusieurs utilisateurs, et la réalisation de différents exercices physiques sur toutes les zones du corps.

Tous les agrès des stations devront être fixes sans vérins, roulement à billes ou éléments mobiles.

Composition des 2 stations de Cross-Training 4 Faces :

Station de Cross-Training 4 Faces #1, composée des agrès suivants :

- Une barre de traction de hauteur inférieure à 2 mètres, présentant une prise neutre ou « prise marteau », ainsi que des extrémités inclinées
- Un escalier type « step »
- Une chaise romaine
- Un banc abdo

Station de Cross-Training 4 Faces #2, composée des agrès suivants :

- Une barre de traction de hauteur inférieure à 2 mètres, présentant une prise neutre ou « prise marteau », ainsi que des extrémités inclinées
- Un banc lombaire
- Des barres de dips
- Des cordes à claquer ou *battle rope*. Celles-ci seront fixées à la station par un système sécurisé. Pour assurer leur pérennité, les cordes reposeront sur un couloir en gazon synthétique fixé au sol.

Les équipements devront respecter la norme européenne EN 16630- 2015.

Ils seront en acier galvanisé à chaud avec thermo laquage

La structure et les agrès en acier seront garantis 10 ans.

Les stations seront fixées sur dalle béton de 12 à 15 cm d'épaisseur, ou sur plots béton (50 x 50 x 50 cm). Elles seront sur platines en acier de 10 mm.

DESCRIPTIF DES STEPS DE MOTRICITÉ, PLINTS DE PLIOMÉTRIE ET COULOIRS SPORTIFS DE DESIGN ACTIF

Les différents ateliers de motricité et de design actif sont adaptés à une pratique physique variée, permettant la réalisation d'exercices multiples sur un même équipement.

A l'instar des stations de Cross-Training 4 Faces, les steps et plints sont connectés à une **application mobile de coaching sportif**.

Steps de motricité (x3)

3 steps de motricité seront installés côte à côte, pour permettre la réalisation d'exercice de cardio, de prise d'appuis et de renforcement musculaire.

De dimensions 90 x 35 cm et de 20 cm de hauteur, les steps seront en plastique rotomoulé. Ils seront certifiés conformes à la norme européenne EN16630-2015, et seront garantis 5 ans.

Plints de pliométrie (2 x 3 plints) ou jump box

Les plints ou *Jump box* permettent la réalisation d'exercices de bondissement et de pliométrie. De dimension 60 x 30 cm, ils seront disponibles en 5 hauteurs au choix : 40, 50, 60, 70 et 80 cm.

Ils seront en plastique rotomoulé.

Ils seront certifiés conformes à la norme européenne EN16630-2015, et seront garantis 5 ans.

A l'instar des steps de motricité, les plints de pliométrie seront fixés sur dalle béton, sur des platines.

Couloirs sportifs de design actif

Le plateau sportif accueillera 2 couloirs sportifs de design actif en gazon synthétique, de 10 mètres de long chacun, pour 1 mètre de large.

Les couloirs sportifs permettront de développer la détente, l'explosivité, la motricité et la force des membres inférieurs.

- **Couloir de vitesse** : présentant différentes zones de couleur pour la réalisation d'exercices d'accélération, de vitesse et de changement de direction.
- **Couloir de bondissement** : présentant des motifs de différentes couleurs pour la réalisation d'exercices de bondissement, permettant de solliciter la détente et l'explosivité des membres inférieurs.

DESCRIPTIF DE L'APPLICATION DIGITALE ASSOCIÉE :

Les stations de Cross-Training et les ateliers de motricité sont associés à une **application mobile de coaching sportif exclusivement développée pour l'utilisation des équipements installés**, afin de permettre aux usagers de bénéficier d'une bibliothèque d'exercices à réaliser sur les agrès sportifs mis à leur disposition.

L'application sera téléchargeable gratuitement sur IOS ou Android.

Elle proposera des exercices en 3D répartis sur différentes zones du corps et équipements.

L'application devra être native (tout système de *WebApp* sera refusé), et devra fonctionner en mode avion, sans réseau.

Plateau sportif #2 : Aire d'activités physiques animée par des coaches virtuels

Un second espace sportif accueillera un équipement avec coaching virtuel (alimentation électrique prévue par ailleurs).

Il sera équipé d'une borne tactile interactive offrant l'accès à un catalogue vidéo d'activités physiques, sportives et de bien-être animées par des coaches virtuels (renforcement musculaire, activités douces, cardio training, etc.).

En face de l'écran, l'espace offrira une zone d'entraînement composées de 6 steps adaptés à une pratique physique variée pour tous les publics, les âges et les niveaux de pratique.

L'espace permettra d'accueillir jusqu'à 6 personnes simultanément pour une pratique individuelle ou collective.

La borne digitale sera équipée d'un écran tactile offrant à minima les caractéristiques techniques suivantes :

- Luminosité : 2500 cd/m²
- Indice de résistance : IP 55
- Indice de protection : IK10
- Température d'utilisation : - 20°C / + 50°C

La borne sera munie d'un routeur internet et pourra accueillir une carte SIM permettant une connexion internet continue. Elle intégrera une application Android dont les fonctionnalités seront accessibles depuis l'écran tactile.

Sur la borne, les utilisateurs accèderont à un catalogue de séances en vidéo, avec différentes thématiques adaptées à tous les publics, et tous les niveaux de pratique :

- Renforcement musculaire
- Cardio fitness
- Cuisse Abdo Fessiers
- HIIT
- Activités douces
- Yoga

En face de la borne, l'espace d'entraînement sera équipé de 6 steps de dimensions 90 x 35 cm, et de 20 cm de hauteur.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1.3 - Prestations annexes

1.3.1 - Garantie des prestations

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Sauf par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS les éléments précités ci-dessus dont la garantie minimale est précisée.

1.3.2 - Maintenance des prestations

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

1.4 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante. Pour présenter une variante le candidat doit obligatoirement avoir proposé une offre de base conforme aux exigences du présent DCE.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variante pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale. Une proposition de matériel dit « d'occasion », ayant fait l'objet d'un reconditionnement ou ayant été utilisé à des fins de démonstration est possible.

Article 2 - Localisation et temporalité

2.1 - Lieux d'exécution

Université de Caen Normandie

Pôle Universitaire d'Alençon à Damigny

2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction

2.2.1 - Date de démarrage

Le présent marché débute à sa notification.

2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation

Le délai d'exécution du présent marché est fixé dans l'acte d'engagement. Ce délai comprend la livraison, l'installation, la mise en service et la formation.

2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents

Sans objet

Article 3 - Dispositions générales du contrat

3.1 - Type d'accord-cadre

Sans objet

3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires

3.2.1 - Marché complémentaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouveau marché doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.2.2 - Prestations similaires

Sans objet

3.3 - Exclusions

Sans objet

3.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales* – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2- Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes, et non actualisables.

5.3- Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes, et non révisables.

Article 7- Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

Article 8- Modalités de règlement des comptes

8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Chaque membre du groupement transmettra un bon de commande au titulaire à hauteur de sa participation.

Le titulaire devra facturer en fonction du bon de commande.

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour l'Université de Caen Normandie :

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

Pour le CROUS Normandie :

SIRET : 130 024 425 00014

CODE SERVICE : 1050

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

Article 9 - Clause environnementale

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Article 10 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

10.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS.

10.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Article 11 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum). Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 12 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

Article 13 – Constations de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

Article 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS. En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

15.2 - Arrêt des prestations

Conformément au chapitre 7 du CCAG FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire

a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 18 - Dérogations

L'article 1.3.1 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG.FCS

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS